

Vitalité de l'histoire agraire espagnole

Jacques Maurice

[Texte](#) | [Notes](#) | [Citation](#) | [Auteur](#)

Texte intégral

[Signaler ce document](#)

- 1 *Áreas*, Revista Internacional de Ciencias Sociales, Universidad de Murcia, 26/2007 : « La (...) »
- 2 Cf. l'introduction in ROBLEDLO-LÓPEZ : « Tiempo, instituciones y reformas », p. 7-30.
- 3 Ricardo ROBLEDLO, *Los Ministros de Agricultura de la Segunda República : política y sociedad en (...)*

1 Deux ouvrages récents ¹ illustrent le regain d'une histoire centrée sur la question agraire tant sur le plan des idées que dans le domaine des pratiques politiques. Ce sont des ouvrages collectifs dus à Ricardo Robledo, Professeur d'Histoire Économique à l'Université de Salamanque, seul éditeur d'un numéro monographique d'une revue qui mérite d'être mieux connue en France, *Áreas*, publiée à Murcie, et coéditeur d'un fort volume publié à Saragosse, dont le titre, interrogatif, implique une remise en cause des idées reçues. Les dix études de la revue, les dix-sept du livre constituent un ensemble cohérent à double titre : d'une part, discours et projets de réforme se trouvent inscrits dans la longue durée qui sépare le temps des Lumières de la globalisation actuelle ; d'autre part, la question de l'adaptation des modes de gestion de la grande propriété foncière aux changements institutionnels est examinée au moyen d'études de cas qui portent soit sur des grands patrimoines situés en différentes régions d'Espagne, soit dans deux pays latino-américains : Mexique et Argentine. Un fil directeur sous-tend cet ensemble : la question de savoir si la rationalité économique propre à la grande exploitation et l'équité sociale sont absolument incompatibles ², question au cœur des politiques de réforme menées dans un passé récent, notamment dans l'Espagne des années 1930. C'est cet aspect que l'on a choisi de commenter ici car, aux deux ouvrages précités, s'ajoutent une précieuse plaquette de Ricardo Robledo sur les ministres de l'Agriculture de la Seconde République et l'ouvrage issu d'une thèse récente sur les *yunteros* d'Estrémadure à la même période ³.

- 4 Ricardo ROBLEDLO, « La cuestión agraria en España : de Canalejas a Vázquez Humasqué (...) »
- 5 Juan PAN MONTOJO, « De la agronomía a la ingeniería agronómica : la reforma de la (...) »

2 Plusieurs idées-forces se dégagent de ces quatre publications. La première est que la réforme agraire de la Seconde République ne s'est pas réduite à une politique sociale de redistribution de la terre cultivable ; elle inclut des aspects aussi importants que la révision des fermages (durée des baux, montant des loyers) et que la reconstitution des

biens communaux dont une part importante avait été usurpée par les puissants depuis la fin de l'Ancien Régime. Seconde idée : la législation agraire des années 1931-1932 fut longuement mûrie, préparée par une évolution en profondeur des mentalités, que ce fût chez les politiques, depuis l'orientation antilatifundiaire que José Canalejas tenta d'imprimer, au début du XX^e siècle, à la politique agraire de la monarchie constitutionnelle [4](#) ou parmi les grands corps de l'Etat, notamment celui des ingénieurs agronomes qui, à partir de la création de leur École en 1855, évoluèrent peu à peu d'un modernisme à tout crin vers une prise en compte de la dimension sociale de la politique agraire [5](#).

- 6 Ricardo ROBLEDÓ, « Breve semblanza de Adolfo Vázquez Humasqué » in *Areas*, p. 116-117.

3En troisième lieu, des acteurs essentiels du réformisme républicain sont remis en pleine lumière tels que l'un de ces ingénieurs agronomes, Adolfo Vázquez Humasqué, longtemps éclipsé de l'historiographie par Pascual Carrión, qui, lui, était resté en Espagne après la Guerre Civile. Or, Vázquez Humasqué joua un rôle de premier plan à la tête de l'Institut de Réforme Agraire à deux moments décisifs : la première fois, pour mettre en œuvre la loi-cadre de septembre 1932, la seconde pour lui donner une impulsion nouvelle après le retour des gauches au pouvoir en 1936. L'homme avait passé son enfance en Galice, il avait déjà derrière lui une longue carrière qui s'était déroulée à Majorque où, soit dit en passant, il fonda une équipe de football et écrivit des romans dont certains furent adaptés au cinéma [6](#).

4Le nom de Vázquez Humasqué est associé à ceux des ministres dont il fut le collaborateur :

- le républicain catalaniste de gauche Marcelino Domingo, dont les vingt mois controversés qu'il passa à l'Agriculture ne doivent pas faire oublier l'œuvre accomplie au Ministère de l'Instruction Publique, qu'il occupa en 1931 et 1936 ;
- l'ami politique d'Azaña, Mariano Ruiz-Funes, Ministre de l'Agriculture du *Frente Popular* de février à septembre 1936 : originaire de Murcie, ce fut un juriste renommé, bon connaisseur du droit coutumier, préparé de la sorte à faire aboutir la discussion du projet de loi sur le rachat des biens communaux (discussion malheureusement interrompue par le soulèvement militaire) ;
- - 7 Biographies de Marcelino Domingo, p. 28-33 ; de Ruiz-Funes, p. 68-71 et d'Uribe, p. 72-76 ([...](#))

le communiste Vicente Uribe, métallurgiste de profession, qui maintint Vázquez Humasqué comme Sous-Secrétaire du Ministère de l'Agriculture pendant toute la durée de son mandat, de septembre 1936 à la fin de la guerre [7](#).

5Vázquez Humasqué eut en commun avec ces deux derniers ministres de terminer sa vie, la plus longue des trois, en exil au Mexique après avoir été épuré, comme tant d'autres fonctionnaires, par le régime franquiste. Précisons, avant de revenir à notre propos initial, que c'est à l'initiative de la titulaire du portefeuille de l'Agriculture en 2006 que les portraits des treize ministres de l'Agriculture de la Seconde République ont été tracés par Ricardo Robledo pour accompagner l'introduction de leurs effigies

dans la Galerie des Portraits du Ministère où on ne leur avait pas fait place à l'exception d'un éphémère ministre sans parti, conservateur des hypothèques de son état...

6 Quatrième idée-force : les causes des modestes résultats du réformisme agraire à la fin de l'année 1934, juste avant la contre-réforme des droites adoptée pendant l'été 1935 à l'initiative du ministre Nicasio Velayos, politicien chevronné du règne d'Alphonse XIII ne se réduisent pas au légalisme de la gauche républicaine, reconnu après coup par Vázquez Humasqué, ni au freinage brutal donné par les droites, après octobre 1934, aux implantations de paysans sans terre sur des propriétés expropriables, et au maintien de petits fermiers sur des propriétés temporairement occupées. Tout aussi déterminantes furent l'obstination et l'habileté avec lesquelles les grands propriétaires fonciers, ceux de la noblesse en particulier, défendirent, avec le soutien de leurs grands fermiers et le concours des hommes de loi, leur intérêts, usant aussi bien des ressources du droit privé quant au régime juridique de leurs biens que de la casuistique de la loi pour ce qui était des catégories de terres expropriables.

- 8 Luis E. ESPINOSA, Ricardo ROBLEDÓ, María Pilar BREL, Julio VILAR : « Estructura social del (...) »
- 9 Sergio RIESCO, *La reforma agraria y los orígenes de la Guerra Civil...*, *op. cit.*, cap. 6 : (...)
- 10 *Idem*, cap. 1.2. « El contexto productivo : las dehesas », p. 27-34.
- 11 *Idem*, cap. 2 : « La reivindicación de los comunales alcanza la República », p. 70-92 et (...)

7 Cette stratégie est minutieusement analysée par Sergio Riesco dans son étude des rapports entre grands propriétaires fonciers et *yunteros* – paysans détenteurs d'une paire de bêtes de somme mais dépourvus de terre – dans la province de Cáceres. Celle-ci était, à tous égards, représentative de l'Espagne latifundiaire, tant par le degré extrême de concentration de paysans sans terre, le plus élevé du sud de l'Espagne 8, que par l'étendue de la grande propriété foncière aristocratique 9 – le sixième de ce qui avait été recensé par l'IRA pour toute l'Espagne – , l'identité de ses bénéficiaires, notamment les descendants du marquis de Comillas, propriétaire de 20.000 hectares à Naval Moral de la Mata, et un mode de faire valoir reposant sur la *dehesa*, type d'exploitation sur terres sèches associant élevage, exploitation forestière et productions agricoles complémentaires 10. La conjoncture défavorable des années 1930 conduisit les propriétaires à réduire les surfaces emblavées, provoquant ainsi une disette de terres pour les *yunteros*. Avec la République et le soutien du syndicalisme socialiste, ceux-ci procédèrent alors à des invasions massives de *dehesas* légalisées aux fins d'« intensification des cultures ». Sergio Riesco souligne, pour sa part, que beaucoup de propriétés ainsi occupées étaient d'anciens biens communaux et que leur occupation était, en quelque sorte, une façon de les « recommunaliser 11 ».

- 12 Adolfo VÁZQUEZ HUMASQUÉ : « El problema agrario español » in *Áreas*, p. 118-128.
- 13 C'est l'affaire du « decreto apócrifo » in RIESCO, *La reforma agraria y los orígenes de (...)*

8 Il ne fait pas de doute pour l'auteur que la perspective d'une reconstitution de la propriété communale ait été une pièce maîtresse de la relance décentralisée de la réforme agraire au printemps 1936, incitant ainsi les grands propriétaires fonciers, très

conscients que l'impulsion vers de profondes transformations venait désormais du gouvernement, à se rallier aux militaires conjurés. Il rejoint, sur ce point, Vázquez Humasqué qui avait exposé ce point de vue dans une conférence faite au début de son exil mexicain [12](#) et qui, selon Sergio Riesco, aurait été contraint à la démission début 1933 de son poste de directeur de l'IRA pour avoir voulu aller trop vite dans l'application de la loi à cette catégorie de terres [13](#).

- 14 Adolfo VÁZQUEZ HUMASQUÉ, « El problema agrario español », art. cit., p. 125.
- 15 Juan CARMONA y James SIMPSON : « Economías de escala, organización de patrimonios y (...) »

9Les analyses qui viennent d'être présentées ne sont pas entièrement neuves. La plupart ont été exposées au cours des trente dernières années par plusieurs historiens, parmi lesquels se range l'auteur de ces lignes, la documentation alors utilisée provenant pour l'essentiel de sources imprimées tel que, par exemple, l'indispensable *Boletín del Instituto de Reforma Agraria*. Toutefois, ces idées acquièrent une force nouvelle car elles sont étayées aujourd'hui sur des sources primaires abondantes et variées, notamment celles de l'IRA et de ses avatars, sources dont les données de base sur la propriété et les bénéficiaires des expropriations prévues font désormais l'objet de traitements systématiques effectués par des équipes. Il serait temps que les vulgarisateurs qui dominent l'édition française s'en aperçoivent enfin au lieu de ressasser, contre toute évidence, la thèse d'un spontanéisme révolutionnaire porteur d'anarchie, ce qui autorise certains, au nom d'une pseudo objectivité, à renvoyer dos à dos agresseurs et agressés. Il ne serait pas moins opportun que les critiques de gauche, pour ne pas dire gauchistes, du réformisme républicain cessent d'en donner une vision purement idéologique qui ressemble, à s'y méprendre, à celle que Vázquez Humasqué, dans la conférence précitée, dénonçait chez ses adversaires « ...lorsque, en 1933, devait commencer l'application de la Réforme Agraire les réactionnaires brandirent l'argument qu'elle avait échoué [14](#) ». Tant il est vrai que ni les uns, ni les autres ne prennent en compte le problème de fond clairement perçu à l'époque par les ingénieurs agronomes et rappelé de nos jours par les chercheurs : la réforme agraire impliquait « une conversion rapide d'un système extensif, mais efficient, façonné pendant des siècles, en un autre système d'exploitation intensive qui aurait permis aux travailleurs sans terre de s'établir sur des exploitations économiquement viables [15](#) ». Ce n'était pas l'affaire de quelques mois, ni même de quelques années, c'était l'œuvre de plusieurs générations !

Notes

[1](#) *Áreas*, Revista Internacional de Ciencias Sociales, Universidad de Murcia, 26/2007 : « La cuestión agraria : de los ilustrados a la globalización », 182 p. *¿Interés particular, bienestar público ? Grandes patrimonios y reformas agrarias*, Ricardo Robledo y Santiago López (editores), Prensas Universitarias de Zaragoza, 2007, 581 p.

[2](#) Cf. l'introduction in ROBLEDOLÓPEZ : « Tiempo, instituciones y reformas », p. 7-30.

[3](#) Ricardo ROBLEDOLÓPEZ, *Los Ministros de Agricultura de la Segunda República : política y sociedad en la España del siglo XX*, Madrid, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, Centro de Publicaciones, 2006, 93 p. Sergio RIESCO ROCHE, *La reforma agraria y los orígenes de la Guerra Civil (1931-1940). Cuestión yuntera y*

radicalización patronal en la provincia de Cáceres, Madrid, Biblioteca Nueva, 2006, Prólogo de Julio Aróstegui, 419 p.

[4](#) Ricardo ROBLEDO, « La cuestión agraria en España : de Canalejas a Vázquez Humasqué (1902-1936) » in *Áreas*, p. 95-113.

[5](#) Juan PAN MONTOJO, « De la agronomía a la ingeniería agronómica : la reforma de la agricultura y la sociedad rural españolas, 1855-1931 » in *Áreas*, p. 75-93.

[6](#) Ricardo ROBLEDO, « Breve semblanza de Adolfo Vázquez Humasqué » in *Áreas*, p. 116-117.

[7](#) Biographies de Marcelino Domingo, p. 28-33 ; de Ruiz-Funes, p. 68-71 et d'Uribe, p. 72-76 in Robledo, *Los Ministros de Agricultura de la Segunda República...*, *op. cit.*

[8](#) Luis E. ESPINOSA, Ricardo ROBLEDO, María Pilar BREL, Julio VILAR : « Estructura social del campo español : el Censo de campesinos (1932-1936). Primeros resultados (I) » in Robledo-López, *op. cit.* p. 307-342.

[9](#) Sergio RIESCO, *La reforma agraria y los orígenes de la Guerra Civil...*, *op. cit.*, cap. 6 : « Al fin la reforma : asentamientos y comunidades bajo la Ley de Bases (1934-1935) », p. 208-284.

[10](#) *Idem*, cap. 1.2. « El contexto productivo : las dehesas », p. 27-34.

[11](#) *Idem*, cap. 2 : « La reivindicación de los *comunales* alcanza la República », p. 70-92 et chap. 4.4. : « Los grandes propietarios se cobran las rentas pendientes de la intensificación », p. 147-156.

[12](#) Adolfo VÁZQUEZ HUMASQUÉ : « El problema agrario español » in *Áreas*, p. 118-128.

[13](#) C'est l'affaire du « decreto *apócrifo* » in RIESCO, *La reforma agraria y los orígenes de la Guerra Civil...*, *op. cit.*, p. 88-89.

[14](#) Adolfo VÁZQUEZ HUMASQUÉ, « El problema agrario español », art. cit., p. 125.

[15](#) Juan CARMONA y James SIMPSON : « Economías de escala, organización de patrimonios y obstáculos a una reforma agraria. Andalucía, 1880-1936 » in Robledo-López, *Los Ministros de Agricultura...*, *op. cit.* p. 343-362.

Pour citer cet article

Référence électronique

Jacques Maurice, « Vitalité de l'histoire agraire espagnole », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 2 | 2008, [En ligne], mis en ligne le 28 avril 2008. URL : <http://ccec.revues.org/index1653.html>. Consulté le 24 mars 2009.